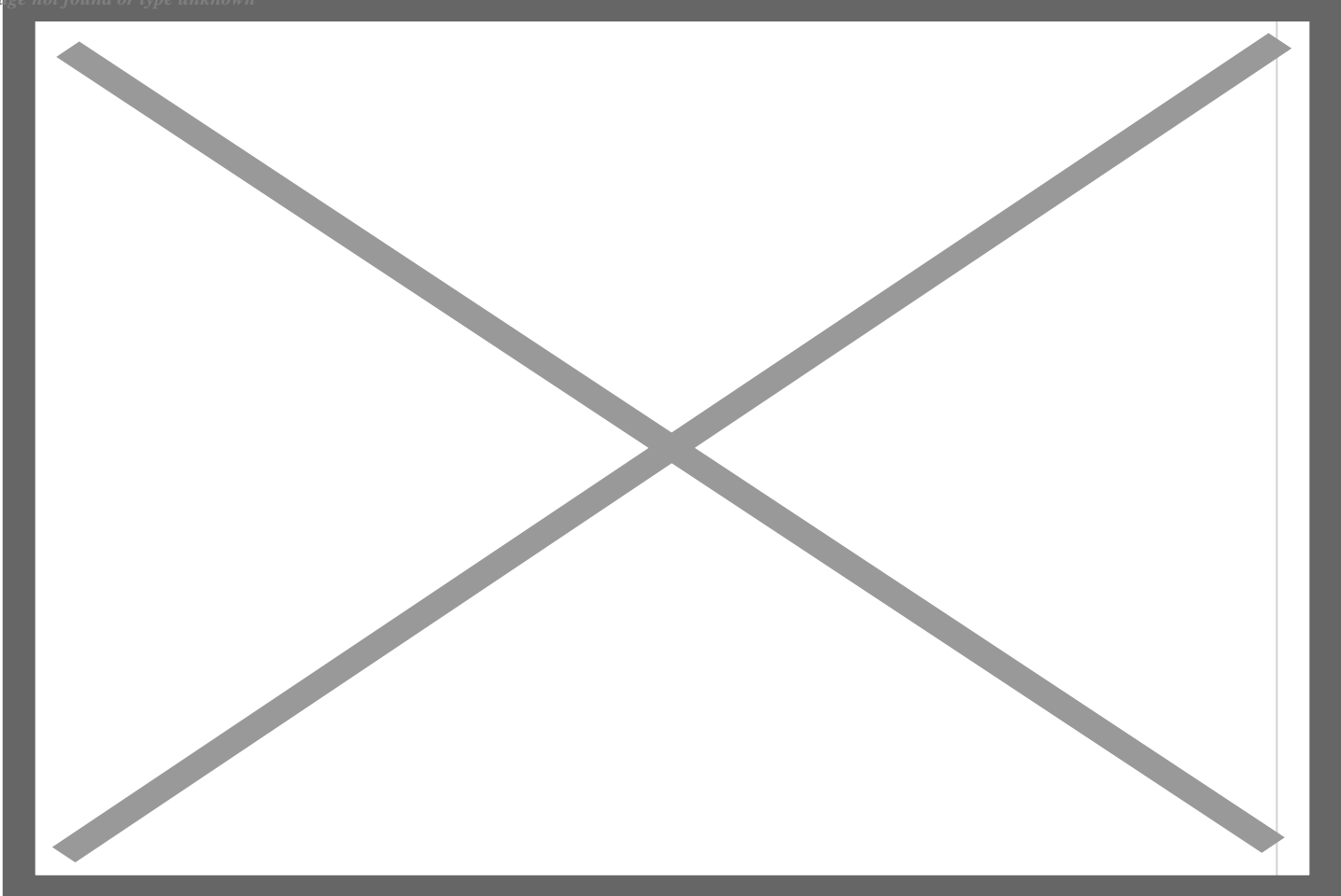


Les Colombiens de nouveau dans les rues au deuxième mois de la grève nationale

Image not found or type unknown



Bogota, 28 juin (RHC) Différents secteurs appellent les citoyens à descendre dans les rues de la Colombie aujourd'hui, deux mois après le début de la grève nationale contre le gouvernement d'Ivan Duque.

Dans les actions de protestation, les participants demanderont justice pour les plus de 70 assassinats, des centaines de disparus, des milliers de blessés et des dizaines de lésions oculaires aux mains de la police et de l'escadron mobile antiémeute (Esmad).

Le 28 avril dernier, une grève nationale a commencé contre un projet de réforme fiscale qui augmenterait les taxes sur les biens et les services et créerait de nouvelles taxes.

Bien que quelques jours plus tard le gouvernement de Duque ait retiré la proposition, la grève a continué et elle devenue une explosion sociale considérée comme la plus importante des 70 dernières années.

Au cours de ces deux mois, la violence de la force publique et de civils soutenus par la police a fait plus de 80 blessés, des centaines de disparus, 81 personnes blessées aux yeux, tortures, entre autres actions répressives, dénoncent les organisations de défense des droits humains.

Malgré ces chiffres fournis par des collectifs tels que Temblores ONG, l'Institut d'études pour le développement et la paix, les participants à la grève affirment qu'ils ont obtenu plusieurs résultats.

Ils soulignent que l'on a réussi à freiner la réforme fiscale, la réforme de la Santé et qu'ils ont obtenu la démission du ministre des Finances Alberto Carrasquilla, de la ministre des Affaires Étrangères Claudia Blum et du commandant de la Police de Cali, Juan Carlos Rodriguez.

La grève a permis d'empêcher l'achat de 24 avions de guerre pour une somme de plusieurs millions et de mettre fin aux allocutions quotidiennes du programme Prevention et Action, dans lequel le président du pays, Ivan Duque, apparaissait chaque jour pour aborder des sujets liés au Covid-19.

Les mobilisations quotidiennes ont permis aux étudiants de l'enseignement supérieur public des couches inférieures de s'inscrire gratuitement au second semestre de cette année.

La grève a mis en évidence la nécessité d'une réforme structurelle de la Police nationale, en faisant de la jeunesse, de la Première Ligne et de la Minga (Protestation autochtone) des acteurs révolutionnaires.

De même, elle a permis d'encourager la participation citoyenne (assemblées et cabildos ouverts); de rendre visible au monde la crise politique et sociale que vit la Colombie avec le gouvernement de Duque, donner la priorité à la vie et à la paix plutôt qu'au football, puisque la Coupe des Amériques n'a pas pu avoir lieu en Colombie.

Les mobilisations ont réussi également à redynamiser la mémoire historique du pays et une grande partie de la Colombie s'est déclarée opposée aux doctrines promues par l'ancien président Álvaro Uribe, fondateur du parti officiel Centre Démocratique.

Enfin, il a permis de mettre en lumière la violation massive et systématique des droits de l'homme par la force publique et l'exigence de démanteler l'Esmad.

Dans ce contexte, d'une part le Comité National de Grève a demandé au gouvernement de signer un accord préalable pour garantir le droit à la protestation, et d'autre part l'administration de Duque a exigé pour cela la levée des barrages routiers.

Bien que la population mobilisée ait retiré une grande partie de ces barrières, le gouvernement n'est pas revenu sur sa position négative, de sorte que le Comité a temporairement interrompu les mobilisations, mais a convenu d'un nouveau plan d'action.

Des représentants de ce collectif ont indiqué qu'ils avaient pris cette décision face à l'attitude de l'administration d'Ivan Duque qui ignorait l'accord préalable sur des garanties minimales pour la protestation sociale pacifique.

En outre, parce qu'il a promulgué le décret 575 autorisant l'assistance militaire pour la gestion de la protestation sociale; qu'il continue à retarder la négociation du Cahier d'Urgence présenté le 20 juin 2020 et dans une attitude despotique, a décidé comme politique l'usage excessif de la force publique, ont-ils ajouté.

Toutefois, des groupes qui ne se sentent pas représentés par le Comité continuent de manifester pacifiquement, réprimés par la violence policière.

Le nouveau plan prévoit l'élaboration de projets de loi sur les questions contenues dans le dossier d'urgence qui seront soumis au Congrès le 20 juillet prochain et ainsi poursuivre la lutte.

Ce jour-là, le groupement composé de syndicats, de corporations, d'organisations étudiantes et autres, a convoqué une mobilisation sous le mot d'ordre 'Pour la vie, la paix, la démocratie et contre les politiques néolibérales du gouvernement de Duque'.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/262094-les-colombiens-de-nouveau-dans-les-rues-au-deuxieme-mois-de-la-greve-nationale>



Radio Habana Cuba